



l'étincelle



Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 07 décembre 2020

Où est la violence dans la société ?

La vague de contestation et de colère soulevée par la loi de Sécurité globale a continué ce samedi : des manifestations ont à nouveau eu lieu dans 90 villes pour dénoncer les violences policières et le renforcement de l'autoritarisme de l'État. Elles se sont jointes bien souvent aux manifestations contre le chômage et la précarité prévues le même jour. Tout naturellement, car le tour de vis sécuritaire n'a pour seule raison d'être que la crainte du gouvernement de voir exploser la colère sociale : il veut pouvoir donner libre cours à la répression.

Opération blanchiment

Pourtant, vendredi, Macron s'était livré à une opération grand écart qui n'a pas convaincu les dizaines de milliers de manifestants, dont beaucoup de jeunes. Il a prétendu s'adresser à eux en se faisant interviewer en ligne sur Brut, entre autres par le journaliste Rémy Buisine, celui que les flics avaient délogé à coups de botte tandis qu'ils chassaient les migrants place de la République.

Pendant deux heures, Macron a essayé de désamorcer l'indignation suscitée par les images du tabassage des réfugiés ou de celui du producteur de musique Michel Zecler. La main sur le cœur, il a parlé des « violences inadmissibles » de certains policiers, a semblé découvrir l'existence des contrôles au faciès – qui sont le lot quotidien des jeunes ou moins jeunes des quartiers populaires – et même désavoué les mots de Darmanin pour lequel les policiers auraient juste « déconné ». Et de proposer un numéro vert pour ceux qui voudraient dénoncer des policiers « déconnants ».

Les syndicats de police ont tout de suite crié à la trahison. Pourtant, ces mots creux n'avaient qu'une fonction : blanchir le projet de loi qui vise à entraver notre liberté de contester et dont l'article 24, pas encore supprimé mais juste en cours de réécriture, est taillé pour assurer aux forces répressives de police l'impunité face à ceux qui filmeraient leurs exactions.

Contesté, Darmanin, a trouvé de son côté un dérivatif : la loi sur le « séparatisme » voulue par Macron. Fraichement rebaptisée « Loi confortant les principes républicains », elle est destinée à cibler une partie des classes populaires bien plus qu'à lutter contre le terrorisme ! La chasse au faciès reste ouverte et la violence des forces de police, que Macron prétend vouloir « exemplaires », encouragée.

Puis opération discrédit

Dès samedi, les manifestants ont eu un bel aperçu de cette violence... de la part de l'État ! Par décision du gouvernement ou du préfet de police de Paris, passé maître à casser du manifestant, ou des deux, la manifestation parisienne était serrée de près par un nombre incalculable de gendarmes et CRS. Cet arsenal impressionnant destiné à intimider ceux qui défilaient n'a pas empêché des black blocks ou prétendus tels (quelque 400 dit la presse, mais combien de provocateurs policiers parmi eux ?) de mener des casses. Ce qui tombait bien à pic pour le gouvernement. Le soir même, ceux qui étaient devant les journaux télévisés ont eu, eux aussi, leur part d'intimidation : la police y était félicitée pour avoir protégé les manifestants des casseurs, le monde à l'envers !

La violence, parlons-en !

Pas un jour ne passe sans que des licenciements ne soient annoncés chez Danone, Auchan, Safran, Elior, Latécoère, 35 000 en tout depuis septembre selon des estimations. Malgré le plan d'aides massives à ces grands groupes capitalistes, ceux-ci ont toute liberté pour jeter des travailleurs dans la misère en pleine crise liée à la pandémie. L'argent magique que le gouvernement a sorti de son chapeau, qu'il a refusé aux hôpitaux publics et aux Ehpad, se rendant responsable de milliers de morts, sert aujourd'hui à licencier en toute impunité !

C'est cela la violence de ce système économique : nous sommes « libres » d'aller pointer au chômage, les petits commerçants de mettre la clef sous la porte, tandis que les capitalistes empochent les milliards et imposent des reculs aux travailleurs. Ceux qui se mobilisent ont bien raison, la défense de nos conditions de vie et de nos libertés vont de pair.



Plus d'AS, moins de CRS

Budgets en hausse annoncés par le gouvernement, mais pas celui qu'on réclamait. Le recrutement de 2000 fonctionnaires de police et de gendarmerie, ainsi qu'une hausse du budget de la justice de +8% sont prévus en 2021. Des magistrats, des policiers et des CRS, ainsi qu'une nouvelle loi qui les protège des images. C'est pourtant pas à coup de matraque qu'on va réparer l'hôpital... De notre côté 93€ d'augmentation en mars, et pas pour tout le monde.

Bientôt les gestes barrières ?

Le nombre de cas Covid diminue et le gouvernement va sans doute, comme il y a quelques mois, se féliciter que l'hôpital ait tenu le choc alors que rien n'a été fait pour préparer la seconde vague. À l'approche des fêtes en cœur avec les directions hospitalières, on nous incite à continuer de respecter les gestes barrières... et c'est tout ! Leur politique c'est de tout faire reposer sur la responsabilité individuelle et d'ainsi se dédouaner de la situation de crise dans les hôpitaux. L'incapacité à accueillir plus de malades et le manque de personnels n'a rien à voir avec les gestes barrières, c'est bien la conséquence de politiques d'austérité menées depuis des années. À nous et à nos mobilisations d'y mettre un frein, en bande organisée personne pourra nous canaliser.

Ça tombe à pique pour les AS

La formation des aides-soignants est poursuivie en présentiel, contrairement à la plupart des autres étudiants du supérieur qui sont en distanciel. Un encadrement est donc vraiment proposé à la prochaine génération de nos futurs collègues AS. On ne peut que s'en réjouir quand on sait l'importance d'une formation de qualité pour nos métiers, et que le distanciel est un facteur de décrochage. C'est d'ailleurs en partie pour réclamer la continuité de leur formation que les ESI s'étaient mobilisés il y a quelques mois.

Soignons les malades, pas les profits !

Malgré les conditions particulières, le Téléthon a encore montré la générosité des classes populaires, qui mettent chaque année la main à la poche pour financer la recherche contre les maladies rares. Cela tranche avec l'avidité des laboratoires, capables de déployer des efforts importants uniquement quand ils peuvent en tirer profit, comme le montre la course au vaccin contre le Covid. À quand un financement de la recherche médicale qui ne dépende ni des profits, ni de la charité ?

Interdisons les licenciements

« Sauver l'économie » voilà le nouveau mantra du gouvernement. Se pose la question de savoir de quelle économie parle-t-on, parce que rien dans ses mesures n'empêche les dizaines de milliers de licenciements

qui s'accumulent semaine après semaine. Près de 800.000 chômeurs en plus depuis le début de l'année, et nous frôlerons en fin d'année la barre des 10% de chômage. Mais le Covid ne s'attaque pourtant pas aux emplois, ce sont bien les patrons qui décident de mettre sur le carreaux des millions de travailleurs. Seule une mobilisation générale du monde du travail pourra briser la vague de licenciements.



Tous dans la rue contre la loi sécurité globale

Samedi dernier, les places de dizaines de villes s'inondaient de monde contre la loi « sécurité globale ». À Strasbourg, plus de 2000 personnes ont manifesté contre cette loi qui renforce l'arsenal, déjà bien fourni, à la disposition des gouvernements pour faire respecter l'ordre social capitaliste et toutes ses inégalités.

La pression de la rue a déjà fait reculer le gouvernement qui annonce une potentielle réécriture de l'article 24, cet article qui empêcherait de filmer et de montrer les violences policières. Mais c'est toute la loi qui étend la présence et les pouvoirs de la police en prévoyant notamment la généralisation des drones dans les espaces publics ou l'utilisation de la reconnaissance faciale. Si cette loi passe, c'est cette même police, bien du côté des patrons quand on se mobilise, quand on se met en grève, qui tombera beaucoup plus facilement sur nos cortèges... et sans image !

Une autre manifestation est prévue samedi 12 décembre, soyons y nombreux, pour obtenir le retrait de la loi sécurité globale !